

14 AOUT 2018

A 19763

(18B1825)

1.2.TRAIN

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 €
Siège social : 24, rue du Cherche-Midi – 75006 Paris
RCS PARIS 804 749 752

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 1^{ER} JUIN 2018

L'an deux mille dix-huit,

Le premier juin à dix heures,

Les Associés de la société 1.2.Train (ci-après la « Société »), se sont réunis en Assemblée générale mixte (ci-après l'« Assemblée générale ») au siège social de la Société, sur convocation du Président, conformément à l'article 22 des statuts de la Société.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque Associé en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

L'Assemblée générale procède à la composition de son bureau.

L'Assemblée générale est présidée par Monsieur Jean-Baptiste Marie en sa qualité de Président de la Société (le « Président »).

Unterlude, représentée par son président Monsieur Jean-Baptiste Marie, Associée présente et acceptant ces fonctions, est appelée comme scrutateur.

Monsieur Jean-Baptiste Marie est désigné comme secrétaire par les membres du bureau ainsi constitué.

La feuille de présence, certifiée exacte par le Président, permet de constater que les associés, présents ou représentés, représentent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote, conformément aux stipulations de l'article 20 des statuts de la Société.

En conséquence, l'Assemblée générale est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose ensuite sur le bureau et met à la disposition des Associés les documents suivants :

- *la copie des lettres de convocation adressées aux Associés;*
- *le rapport de gestion du Président de la Société ;*
- *le rapport du Président sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce ;*
- *le projet de texte des résolutions soumises à l'Assemblée générale ;*
- *une copie des statuts de la Société.*

587

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par les dispositions légales et statutaires ont été tenus à la disposition des Associés.

L'Assemblée générale lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle à l'Assemblée générale qu'elle est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

A titre ordinaire

- *Lecture du rapport de gestion du Président ;*
- *Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et quitus à l'organe dirigeant ; Affectation du résultat de l'exercice examiné ;*
- *Lecture du rapport du Président sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce ; Approbation de ces conventions ;*
- *Questions diverses ;*
- *Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.*

A titre extraordinaire

- *Dissolution éventuelle de la Société conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce ;*
- *Transfert du siège social ;*
- *Modification corrélatrice des statuts.*

Le Président donne ensuite lecture du rapport de gestion du Président, et du rapport sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce.

La discussion générale est ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont successivement mises aux voix.

A TITRE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et quitus à l'organe dirigeant)

L'Assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité conformément à l'article 20 (a) des statuts de la Société,

après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président,

approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

BB 6

En conséquence, elle donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de sa mission pour ledit exercice.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION
(Affectation du résultat de l'exercice examiné)

L'Assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité conformément à l'article 20 (a) des statuts de la Société,

décide d'affecter la perte de l'exercice de (8.820) € de la manière suivante :

Origine :

- Résultat de l'exercice (8.820) euros

Affectation :

- Report à nouveau (8.820) euros

Qui passe de (13.712) € à (22.532) €.

L'Assemblée générale prend acte que s'agissant du troisième exercice social, il n'a jamais été distribué de dividende depuis la constitution de la Société.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION
(Lecture du rapport du Président sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de Commerce ; Approbation de ces conventions)

L'Assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité conformément à l'article 20 (a) des statuts de la Société,

après avoir entendu la lecture du rapport du Président sur les conventions relevant de l'article L. 227-10 du Code de commerce, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité

-50-

A TITRE EXTRAORDINAIRE

QUATRIEME RESOLUTION

(Dissolution éventuelle de la Société conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce)

L'Assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité conformément à l'article 20 (b) des statuts de la Société,

après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président,

rejette la dissolution anticipée de la Société et décide de la continuation de l'exploitation.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité

CINQUIEME RESOLUTION

(Transfert du siège social)

L'Assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité conformément à l'article 20 (b) des statuts de la Société,

après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Président,

décide de transférer le siège social de la Société du 24, rue du Cherche-Midi 75006 Paris au 27, rue Koenigsmann – 67000 Strasbourg et ce avec effet à compter de ce jour.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

(Modification corrélative des statuts)

L'Assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité conformément à l'article 20 (b) des statuts de la Société,

en conséquence de l'adoption de la résolution précédente,

décide de modifier l'article 3 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 3 – Siège social

« Le siège social est fixé : 27, rue Koenigsmann – 67000 STRASBOURG »

Le reste de l'article reste inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION
(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)

L'Assemblée générale,

statuant aux conditions de quorum et de majorité conformément à l'article 20 (a) des statuts de la Société,

donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires.

Cette résolution, mise aux voix est adoptée à l'unanimité

* * *

Personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 10 heures 30.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et les associés présents.


Le Président
Monsieur Jean-Baptiste Marie


Unterlude
Représentée par Monsieur Jean-Baptiste Marie

1.2.TRAIN

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 €
Siège social : 27, rue Koenigsmann – 67000 Strasbourg
RCS Strasbourg 804 749 752

ETAT DES SIEGES ANTERIEURS

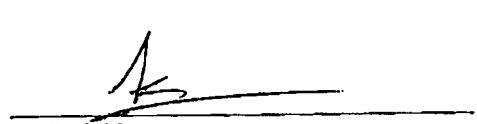
Le soussigné

Jean-Baptiste MARIE, Président de la société 1.2.TRAIN,

Déclare et atteste que les sièges sociaux antérieurs de la Société 1.2.TRAIN ont été les suivants :

ADRESSE SIEGES	GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE	DATE DU TRANSFERT
24 rue du Cherche-Midi – 75006 Paris	Paris	01/06/2018

Fait à Paris
le 1^{er} juin 2018


Le Président
Monsieur Jean-Baptiste Marie

1.2.TRAIN

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 euros
Siège social : 27 rue Koenigsmann – 67000 STRASBOURG
RCS STRASBOURG 804 749 752

STATUTS A JOUR

AU 1^{ER} JUIN 2018



CERTIFIES CONFORMES PAR LE PRESIDENT

TITRE I
FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 - Forme

La Société est une Société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est : **1.2.TRAIN**

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales «S.A.S.» et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social est fixé : **27, rue Koenigsmann – 67000 STRASBOURG**

Il peut être transféré par décision collective des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision du Président devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

ARTICLE 4 – Objet

La Société a pour objet, en tous pays, et notamment, sans que cette liste soit limitative l'exercice de:

- l'activité d'agence de voyage ;
- l'organisation ou la vente de voyages ou de séjours individuels ou collectifs ainsi que des services connexes fournis à l'occasion de voyages et de séjours ;
- la délivrance de bons d'hébergement ou de restauration ou liés à l'accueil touristique ou à des congrès ou des manifestations ;
- la production ou la vente de forfaits touristiques ;
- la participation, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
- l'achat, la vente, la fabrication de tous matériaux ou articles ainsi que le commerce de toutes matières premières se rapportant à l'objet de la société,
- l'acquisition, l'exploitation, la vente ou l'octroi de licences, de toutes marques de fabrique, entrant dans l'objet de la société,

Et d'une façon générale :

- toutes opérations financières, commerciales, industrielles, habituelles ou non, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets précités ou à tous autres objets qui seraient de nature à favoriser le développement de la société.

Le tout, directement ou indirectement, par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits.

ARTICLE 5 - Durée

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans qui commencera à courir à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - Apports

Lors de la constitution il a été apporté à la Société par :

- Monsieur Jean-Baptiste MARIE, une somme en numéraire de dix mille euros, ci 10.000 € ;

Soit au total la somme de dix mille euros, ci 10.000 €.

Ladite somme correspondant à dix mille (10.000) actions de un euros (1 €) de valeur nominale, souscrites en totalité et libérées intégralement, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la Banque Crédit Mutuel Caisse de Paris Saint Michel. Cette somme de dix mille euros (10.000 €) a été déposée le 12 septembre 2014 à la dite banque pour le compte de la Société en formation.

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de dix mille euros (10.000 €), divisé en dix mille (10.000) actions de un euros (1 €) de valeur nominale chacune, libérées intégralement et de même catégorie.

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

1. Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2. Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.
3. En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.
4. Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 - Forme des actions

Les valeurs mobilières sont nominatives.

Tout propriétaire de titres nominatifs faisant partie d'une émission qui comprend des titres au porteur a la faculté, nonobstant toute convention contraire, de convertir ses titres au porteur en titres nominatifs.

Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.
Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.
2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.
4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.
5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.
6. Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales

d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement et ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé. Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défaillants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés, l'engagement de servir pendant un délai de deux (2) ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grecés.

TITRE III TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 11 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12 - Agrément

1. Les actions ne peuvent être cédées à des tiers, ou entre associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à une majorité qualifiée des trois quarts (3/4) des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du cédant étant prises en compte pour le calcul de cette majorité et le cédant prend part au vote.
2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.
3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.
4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans le délai d'un (1) mois de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.
6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de trois (3) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions de l'article 12 des présents statuts sont nulles.

Dans le cas où les associés auraient conclu entre eux un pacte extra statutaire, ce dernier constituera un tout nécessaire et indissociable des présents statuts, de sorte que toute cession intervenue en violation des stipulations du pacte sera nulle, car considérée comme réalisée en violation d'une clause statutaire.

TITRE IV
ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA
SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 14 - Président de la Société

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou une personne morale associée ou non de la Société. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourgent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Désignation – durée des fonctions

Le Président est nommé par décision collective des associés prise dans les conditions prévues aux articles 19 et suivants ci-après. La durée des fonctions du Président est fixée dans l'acte de sa nomination et peut être à durée illimitée.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée par les associés dans l'acte de sa nomination ou par une décision collective prise dans les conditions prévues aux articles 19 et suivants ci-après, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Le Président peut consentir toute délégation de pouvoirs, à l'exception de la représentation de la Société, pourvu que ce soit pour un objet ou une opération déterminée. Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut être révoqué par les associés à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par l'Assemblée générale ordinaire et dans les conditions prévues aux articles 19 et suivants ci-après.

ARTICLE 15 - Directeur Général

Désignation

Sur proposition du Président, les associés, par une décision collective prise dans les conditions prévues aux articles 19 et suivants ci-après, peuvent nommer un Directeur Général personne physique ou personne morale, associée ou non de la Société.

Lorsque le Directeur général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique qui devra être le dirigeant.

Le Directeur Général personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président. Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction, sauf décision contraire de la collectivité des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président. Le Directeur Général peut être révoqué par les associés à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par l'Assemblée générale ordinaire et dans les conditions prévues aux articles 19 et suivants ci-après.

Le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée par les associés dans l'acte de sa nomination ou par une décision collective des associés dans les conditions prévues aux articles 19 et suivants ci-après, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président. Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 16 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion, le cas échéant.

Le Président de la Société ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les cas échéant.

Le Président, ou les Commissaires aux comptes, le cas échéant, présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice ; l'associé intéressé est privé du droit de vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont

communiquées au Commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

ARTICLE 17 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désignera le cas échéant, si les conditions légales et réglementaires l'imposent, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Les Commissaires aux comptes devront alors être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

ARTICLE 18 - Représentation sociale

Le cas échéant, les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 et suivants du Code du travail auprès du Président.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolution présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social huit (8) jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les trois (3) jours de leur réception.

TITRE V DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 19 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation du Président et du Directeur Général ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation.

ARTICLE 20 – Nature - Règles de majorité

Les décisions des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

a) Décisions collectives ordinaires

Toutes les décisions ne modifiant pas les statuts de la Société sont qualifiées d'ordinaires et sont adoptées par les associés statuant aux conditions de quorum et de majorité suivantes :

Les décisions ordinaires sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés à l'assemblée.

Par exception à ce qui précède, les décisions d'agrément des actions doivent être adoptées à la majorité des trois quarts (3/4).

Les associés ne délibèrent valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins 50 % des actions ayant le droit de vote sur première convocation et 25 % sur deuxième convocation.

b) Décisions collectives extraordinaires

Toutes les décisions ayant pour objet directement ou indirectement de modifier les statuts de la Société sont qualifiées d'extraordinaires et sont adoptées par les associés à la majorité des deux tiers (2/3).

Les associés ne délibèrent valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, 50 % des actions ayant le droit de vote et sur deuxième convocation, 25 % des actions ayant le droit de vote.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

c) Décisions devant être adoptées à l'unanimité

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (Art. L 225-130 al. 2 du Code de commerce.) ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en société d'une autre forme.

ARTICLE 21 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte

de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 22 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président de la Société au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite (en ce compris par email), huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou email.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 23 ci-après.

ARTICLE 23 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 24 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la, ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président de la Société et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés huit (8) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président de la Société, et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI
EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 25 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social commencera le jour de l'immatriculation de la Société et prendra fin le 31 décembre 2015.

ARTICLE 26 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion, du rapport du Président et le cas échéant des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe, et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 27 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.
2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.
3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII
DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 28 - Dissolution - Liquidation de la Société

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII CONTESTATIONS

ARTICLE 29 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.